

**Lutte contre le terrorisme - Syrie -
Irak - Libye - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«Europe1»
(Paris, 05 janvier 2017)**

Q - Bonsoir Jean-Marc Ayrault, pour commencer, nous parlerons avec vous des 71 pays qui se réunissent la semaine prochaine pour une grande conférence à Paris sur le conflit israélo-palestinien, une grande conférence mais sans les Israéliens et les Palestiniens, vous nous expliquerez pourquoi.

On parlera aussi des guerres que la France mène actuellement en Irak et en Syrie.

On parlera du nouveau président américain Donald Trump qui prend ses fonctions dans 15 jours maintenant. Vous attendez-vous à ce que ce soit rock and roll dans les relations avec Washington ?

La France a-t-elle le droit de faire ces opérations d'exécutions ciblées ?

R - D'abord il faut resituer les choses. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'opérations extérieures dans lesquelles la France est engagée. Ce sont des opérations de combat et de guerre, c'est notamment vrai en Syrie et en Irak, dans le cadre de la coalition contre Daech. Nous faisons la guerre, mais nous la faisons dans le respect du droit international, c'est-à-dire du droit des conflits armés. Il y a des règles, mais en même temps, et le sondage est révélateur, il y a une forme de bon sens. Cibler, dans le cadre de ces opérations, des chefs d'organisations terroristes, cela fait partie de ces combats. Cibler des équipes qui sont organisatrices des combats sur place ou qui sont organisatrices d'attentats sur notre sol, c'est défendre notre sécurité. Nous ne faisons rien d'autre. Le président de la République, je le rappelle, est le chef des armées, ce n'est donc pas une décision personnelle. Cela se fait dans un cadre qui est le sien, c'est-à-dire son rôle institutionnel.

Q - Le fait qu'il y ait parfois, parmi ces djihadistes que l'on vise, des Français, cela change-t-il quelque chose ?

R - Non. Quand ils sont engagés en Irak ou en Syrie, il est clair qu'ils ont pris leurs responsabilités. Ce sont des combattants contre nous, c'est pourquoi nous poursuivons notre engagement dans cette coalition dans laquelle nous jouons un rôle important en Irak et en Syrie.

Par ailleurs, je rappelle que la France est également engagée au Mali, contre Al Qaïda et contre Boko Haram. Il faut bien voir où est la menace et ce que nous devons faire. Pour le reste, je voudrais éviter de rentrer dans des polémiques qui sont inutiles.

Q - En même temps, il faut reconnaître clairement qu'il y a des opérations et que l'on cible des Français ; on sait qu'ils sont Français, ils ont été repérés, ils sont identifiés et on les élimine parce que ce sont des ennemis, parce qu'ils ont pris les armes ou qu'ils organisent des attentats ?

R - Il ne faut pas entrer dans ces considérations. De quoi parle-t-on : comme je l'ai dit, il s'agit d'opérations extérieures, alors ne nous lançons pas dans des complexités incompréhensibles. Ce n'est pas la nationalité des personnes qui est en cause, ce sont des gens qui sont visés personnellement parce qu'ils ont des responsabilités. Ils peuvent être artificiers, chefs de commandos, ils peuvent être responsables de la programmation d'attentats dans notre pays. Faire la guerre contre Daech, c'est difficile et cela exige beaucoup de sang-froid, beaucoup de professionnalisme et cela ne se fait pas n'importe comment. Il y a des règles qui sont celles du droit international des conflits armés, et, par exemple, lorsque la France participe à la coalition pour reprendre Mossoul aux côtés de l'armée nationale irakienne, il est évident qu'elle fait très attention à l'engagement de son propre groupe d'artillerie et qu'elle ne fait pas n'importe quoi. Il y a notamment le souci de la protection des populations civiles.

Q - Mais là nous parlons des opérations ciblées.

R - Ces opérations sont des opérations militaires parmi d'autres qui sont décidées sur la proposition d'état-major par le président de la République qui, je le rappelle dans notre Constitution, est le chef des armées. Il n'y a rien de plus à dire et vous pensez bien que je ne vais pas commenter chaque opération, parce que d'abord, je n'en ai pas la responsabilité directe, et puis je ne vois pas ce que cela apporterait. Ce qui est important, c'est que les Français sachent que nous sommes engagés à la fois dans un combat pour assurer notre sécurité en France et en Europe et, qu'en même temps, nous le sommes dans le cadre de cette coalition contre le terrorisme.

Q - Ce qui a fait polémique, ce n'est pas tant les opérations en elles-mêmes et d'ailleurs le sondage et les auditeurs en sont d'accord, ce qui a fait polémique c'est le fait que François Hollande en parle à deux journalistes du «Monde».

R - J'ai resitué les choses, elles sont très claires, il n'y a pas besoin de revenir sur des écrits qui sont des sujets passés. Ce qui est important, c'est d'expliquer aux Français ce que nous faisons, dans quel cadre et pourquoi. Quand vous avez posé la question, spontanément, la réponse était de dire qu'il s'agit de lutter contre le terrorisme, de le faire dans le cadre du droit international des conflits, la France y veille, et en même temps, nous assurons la protection des Français. Il ne faut pas sous-estimer la menace, la menace terroriste demeure, elle est forte, elle est élevée. Il y a deux combats qu'il faut mener dans le cadre de la coalition, c'est éradiquer Daech en Syrie et l'éradiquer en Irak. En Irak, c'est la bataille de Mossoul, une bataille qui sera longue et difficile. Il y a des étapes. Je pense que nous aurons des résultats positifs pour Mossoul Est, mais il y aura ensuite l'autre étape qui sera beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue, il

ne faut pas le cacher, c'est la reconquête de Mossoul Ouest. Vous connaissez les méthodes des djihadistes : ils prennent la population civile en otage, ils organisent des attentats. Il y a une capacité de résistance qui montre qu'il faut rester extrêmement mobilisé.

Concernant la Syrie, il y a un autre sanctuaire, un autre foyer où sont installés les états-majors et toutes les forces de Daech, c'est Raqqa. Grâce à nos services de renseignement, grâce à la coopération avec les autres services de renseignement, nous empêchons de nombreuses menaces qui pourraient toucher les Français en France. C'est notre travail.

Q - Nous vous demandons si le président de la République n'a pas eu tort de révéler des opérations au «Monde» et vous répondez sur Raqqa ou Mossoul, après avoir dit qu'il n'y a pas lieu d'y revenir. «Il n'y a pas lieu d'y revenir» veut-il dire «je considère qu'il n'aurait pas dû le faire, mais je n'ai pas envie de vous dire cela et on passe à autre chose» ?

R - Nous sommes sur autre chose dans cette émission aujourd'hui.

Q - Je l'ai bien compris.

R - Ce qui est important pour les Français, c'est de savoir si la France fait le maximum pour assurer leur sécurité et leur protection. Il ne faut pas sous-estimer les risques. J'entends parfois des propos trop simplistes qui disent que si nous n'intervenons pas au Mali, en Syrie dans le cadre de la coalition, nous ne serions pas menacés. Mais que s'est-il passé à Berlin au moment des fêtes de Noël ? L'Allemagne ne bombarde pas dans le cadre de la coalition et pourtant, elle a été touchée comme d'autres pays.

Nous sommes dans une étape très difficile qui exige beaucoup de sang-froid, de professionnalisme, de méthodes et beaucoup de rigueur. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Q - Avant de passer à la conférence de Paris de la semaine prochaine, une question sur Mossoul. Vous disiez que, si tout va bien, d'ici l'été, on devrait avoir pris l'essentiel du contrôle de la ville de Mossoul. Une fois que Daech aura quitté cette énorme ville, que se passera-t-il ?

R - C'est une question essentielle. Il y a cette bataille militaire, dans le cadre d'une coalition je le répète, et c'est l'armée irakienne qui en a la responsabilité, tandis que nous venons en soutien dans le cadre de la coalition avec des opérations de bombardement. La France a mis à disposition des batteries d'artillerie, tout cela se fait de manière coordonnée. Il y a en effet cette bataille de Mossoul, mais je le redis encore une fois, nous ne sommes pas dans cette guerre spectacle. Il y a parfois la tentation d'envoyer des caméras pour regarder tout cela en temps réel. C'est difficile il ne faut pas le cacher. Il y a une grosse résistance de Daech, il faut donc faire cela par étape, après Mossoul Est, ce sera Mossoul Ouest.

Vous posez la question de savoir ce qui se passera après : c'est toute la question. Quand on gagne une bataille militaire, si l'on n'a pas préparé la réponse politique, on n'a pas gagné la

paix. Le défi est là. C'est vrai pour Raqqa si on y va ensuite. Quelle gouvernance peut-il y avoir ? La question de l'Irak en général, c'est justement celle-là. Toutes les forces irakiennes, de la société civile -vous connaissez ce conflit chiites sunnites qui est une vraie réalité- sont-elles suffisamment incluses dans la gouvernance du pays ? À l'évidence, il y a encore des progrès à faire même s'il y en a eu de fait. Mais, sur Mossoul où il faudra prendre la suite de la dictature horrible de Daech, il faut absolument, et la France avait pris l'initiative d'une réunion en octobre avec toutes les parties - réunion que j'ai présidée avec mon homologue irakien - pour réfléchir à la gouvernance ensuite. Il faut qu'elle soit inclusive, qu'il n'y ait pas de règlements de compte, que ce ne soit pas une communauté contre une autre, les chiites contre les sunnites ou les Kurdes du Kurdistan irakien. Et puis il y a aussi les Turkmènes. Il y a une diversité d'ethnies, une diversité de religions. Je n'oublie pas non plus les Chrétiens d'Orient dans ce pays. Il est indispensable que ce volet soit mené parallèlement, il y a encore beaucoup de travail et des efforts à faire, pour qu'après la bataille militaire, on ne se retrouve pas avec un autre type de conflit, c'est-à-dire que l'on construise vraiment la paix.

Q - Il y a des dossiers séparés. On va sans doute parler de la Syrie. Pour l'instant, une conférence est envisagée mais c'est l'Iran, la Turquie et à l'initiative de la Russie. À côté, il doit y avoir une autre négociation sur l'après en Irak ?

R - Non, la négociation sur la gouvernance de l'Irak, la discussion politique est indépendante de la question syrienne.

Q - Donc il doit y avoir une autre conférence ?

R - Non, cela ne nécessite pas une autre conférence.

Q - Comment règle-t-on le problème ?

R- Je vous ai dit qu'en octobre, j'avais pris l'initiative avec mon homologue irakien de réunir les pays de la coalition, pour réfléchir à la gouvernance politique de Mossoul après la guerre. Nous avons les propositions mais il faut qu'elles se concrétisent et que des garanties soient données. Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi le conflit entre les chiites et les sunnites, mais il y a aussi les milices iraniennes qui interviennent dans ce conflit. Elles viennent aider à la reprise de Mossoul, mais elles ont peut-être des intentions qui peuvent être dangereuses, en tout cas qui pourraient conduire à des affrontements. Il y a des règlements de compte et on va soupçonner telle ou telle famille d'avoir été complice de Daech.

Ce travail est en cours et c'est notre rôle, à nous la France, comme partenaire, de veiller à ce que ce soit effectif. Quel est l'enjeu ? C'est que s'il y a une démarche militaire, s'il n'y a pas de solutions pacifiques ensuite, tout recommencera et on ne sortira jamais du conflit.

C'est la même chose en Syrie pour l'après. Les Russes pensent qu'ils ont gagné la bataille d'Alep. On sait que c'est par la méthode Grozny où l'on tire dans le tas, on détruit, avec des civils qui sont victimes, on détruit une ville... Vous voyez le chaos. En réalité, tout est à faire. Que peut-on faire si on ne cherche pas les solutions politiques à un conflit. Il faut bien sûr

mener la bataille de toutes nos forces contre le terrorisme, contre Daech et contre al-Qaïda, mais en même temps, il faut sans cesse penser à : quelle gouvernance, quelles solutions politiques. Sinon, cela recommence et nous n'en avons pas envie car alors, la menace sera encore pire.

Q - Si on se permet de regarder les choses avec un quart de siècle de recul par exemple, tout ce qui se passe en Irak, en Syrie, tout ce qui s'est passé en Afghanistan et dans beaucoup de pays, n'est-ce pas un terrible fiasco des États-Unis, de l'occident, de l'Europe, une terrible faiblesse de la France qui n'y peut rien ? Qu'a-t-on fait ? Toutes les interventions et toutes les politiques menées ont conduit à l'éclatement de l'Irak, à la possible disparition de la Syrie et à la Russie en première ligne.

R - Vous avez dit que c'est un fiasco de tout le monde, sauf de la Russie. Mais êtes-vous sûr que la Russie ait toutes les clefs pour la suite ? Moi je n'en suis pas du tout certain.

Q - Je ne suis pas du tout sûr qu'elle ait les clefs pour la suite, mais je suis sûr que je ne veux pas que vous profitiez de cela pour ne pas répondre à la première partie de ma question qui est la seule importante.

R - Je vais répondre : si, en même temps qu'une solution militaire pour lutter contre les implantations terroristes, il n'y a pas la recherche d'une solution politique inclusive et sérieuse, alors cela ne fonctionne pas.

Vous avez un exemple qu'on a tous en tête, c'est l'intervention américaine en Irak. La France était contre, c'était le président Chirac. Moi, j'étais dans l'opposition, je me souviens avoir fait un discours à l'Assemblée nationale où j'ai soutenu la position française de l'époque, elle était juste. On voit qu'il y a une partie des problèmes de cette région qui viennent de cette intervention américaine en Irak ; cela coûte cher.

Et puis, après, plus proche de nous, nous avons la Libye. Justement, en Libye, il y avait cette menace sur la ville de Benghazi et de sa population civile. Lorsqu'il y a eu la décision d'organiser des frappes aériennes ciblées sur les forces militaires libyennes, c'était pour empêcher un massacre. Là, nous l'avons approuvée dans l'opposition. J'assume. Simplement, ce qu'il faut faire et ce qui a manqué alors, c'est qu'il n'y avait eu aucune préparation d'une solution politique après.

Q - Surtout, ce qui n'était pas prévu, c'était le renversement de Kadhafi quand même ?

R - Que se passe-t-il après ? C'est le chaos.

Il y a maintenant une décision de la communauté internationale de soutenir un gouvernement d'entente nationale, actuellement dirigé par M. Sarraj. Il faut bien dire que cela ne se passe pas très facilement, parce que la Libye n'est pas un pays très simple, avec des régions différentes, des traditions tribales. (...)/.

